

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Chris Coates

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

– Investir davantage pour faire en sorte que l'éducation se maintienne à un coût abordable, ce qui aidera à garder le Canada « équitable » et « compétitif ». – Augmenter les pouvoirs du vérificateur général et mettre en œuvre ses recommandations. – Congédier les ministres et autres personnages de l'État qui dilapident l'argent des contribuables et ne respectent pas les priorités des Canadiens. Arrêter de durcir les lois contre la criminalité et le trafic de stupéfiants, car ces mesures sont improductives et constituent du gaspillage. – Réduire les fonds consacrés à l'appareil militaire.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

– Améliorer l'éducation à tous les niveaux afin que le Canada demeure compétitif. Il est important de faciliter l'accès aux études pour tout le monde et de les maintenir à un coût abordable, de manière à ce que le Canada soit une société juste où la « classe sociale » ne constitue pas un obstacle et où chacun a des possibilités équitables de s'épanouir. Un pays juste et démocratique doit encourager l'immigration.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Instaurer des programmes de soins préventifs et favoriser les modes de vie sains. Plafonner les crédits consacrés aux soins de santé; ne pas laisser les coûts exploser à cause de traitements onéreux et excessifs pour les malades en phase terminale. Là encore, il est essentiel d'investir dans l'éducation.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La productivité augmentera grâce à l'éducation.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

La très grande majorité des Canadiens sont défavorisés en raison des inégalités de revenus. Le fossé entre les riches et les pauvres s'accroît. Les pauvres s'appauvrissent tandis que la classe moyenne tend à disparaître. Pour renverser la vapeur, le gouvernement du Canada devrait : a) rendre l'éducation plus accessible et moins coûteuse pour tout le monde (en ouvrant de nouvelles écoles, en recrutant plus d'enseignants qualifiés et en réduisant le coût des études collégiales/universitaires, et b) obliger les très riches à payer plus d'impôts. Nos enfants et les futures générations seront lésés si nous acceptons encore que l'on dilapide nos ressources non renouvelables et que notre environnement soit détruit. Pour y remédier, il faudrait : a) prélever des redevances plus élevées pour la vente des ressources non renouvelables afin d'investir l'argent recueilli en éducation et dans les infrastructures; b) faire payer aux responsables les coûts des dégâts environnementaux, car les individus ou entreprises qui polluent beaucoup l'air/l'eau/la terre devraient assumer entièrement le coût des impacts négatifs.